

Courrier Fédéral

N° 418

du 22.11.14 au 28.11.14

Fédération
des Travailleurs
de la Métallurgie CGT

ISSN 0152-3082

Encart
Affiche syndicalisation 2



■ EDITORIAL

Le monde est à vous

page 3

■ LUTTES ET SUCCES

page 6

■ REVENDICATIF

«Rosetta» et «Philaé»,
un exploit qui émerveille tout le monde

page 2

■ REVENDICATIF

Elections professionnelles,
Où en sommes-nous ?

pages 4 à 5

■ CULTURE

A mon âge, je me cache encore pour fumer
Confidences au hammam

page 7

■ PUBLICITE

page 8

Courrier Fédéral

Fédération des Travailleurs
de la Métallurgie CGT
263 rue de Paris - case 433
93514 Montreuil cédex

Tél. 01.55.82.86.19
Fax : 01.55.82.86.53

<http://www.ftm-cgt.fr>
courriel : communication@ftm-cgt.fr

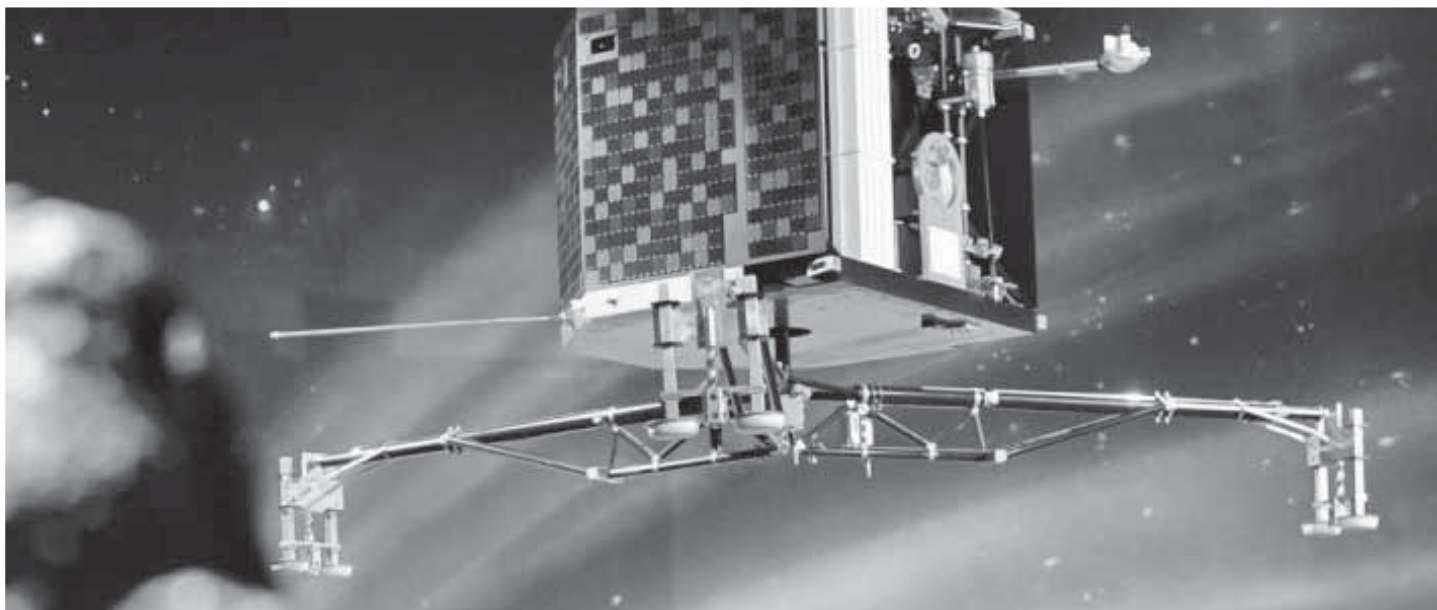
Directeur de publication : Ph. Martinez
Rédactrice en chef : L. Buchheit
Rédactrice : M. Vergnol
Maquette : S. Bouzidi

Hebdomadaire,
Prix : 0,63 euro
Abonnement annuel :
29,61 euros

Commission paritaire
0418 S 06 474
Imprimé par nos soins

■ REVENDICATIF

«ROSETTA» ET «PHILAE», UN EXPLOIT QUI EMERVEILLE TOUT LE MONDE **REUSSITE D'UNE POLITIQUE PUBLIQUE ET NON D'ACTIONNAIRES**



La CGT salue l'actuelle réussite de la mission spatiale Rosetta et de l'«atchourissage» de son robot Philae. Cette réussite, c'est d'abord le succès d'un programme de longue durée sous pilotage public qui a su mobiliser 1,3 milliard d'euros sur plus de 15 ans, près de 2 000 scientifiques, ingénieurs et techniciens à travers toute l'Europe, des laboratoires publics notamment ceux des Universités et du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) et agences et établissements publics notamment le Centre National d'Etudes Spatiales (CNES).

Il s'agit donc de la réussite d'un projet spatial piloté par la puissance publique au service de l'intérêt général, de la communauté scientifique, du progrès des connaissances et de l'humanité toute entière. Ce projet démontre que le modèle français et européen de développement du spatial par l'action et sous pilotage et contrôle d'instances publiques, au service de l'intérêt général, est source de réussite mondiale exemplaire. Ce sont ces conditions qui ont permis les succès de Rosetta ou d'Ariane.

C'est ce modèle de coopération européen propre au secteur spatial qui aujourd'hui tend à être remis en cause en France et en Europe sous la pression des grands groupes privés Airbus et Safran. A cette logique de long terme au service de l'intérêt général, s'oppose aujourd'hui une vision à court terme, tournée vers la seule rentabilité financière pour les profits et les dividendes versés aux actionnaires, avec son cortège habituel de licenciements et de casse sociale. Cette décision pourrait être actée lors de la rencontre européenne des ministres de l'Espace, le 2 décembre prochain, au Luxembourg.

Le spatial sous pilotage des intérêts privés que se propose d'installer durablement en France et en Europe

avec le projet de Joint-Venture Airbus et Safran et la refonte de la gouvernance annoncée pour les futurs lanceurs Ariane est l'annonce d'un abandon aux mains d'intérêts privés d'un secteur essentiel permettant un accès indépendant et souverain à l'espace.

C'est aussi l'annonce, en l'état actuel, d'un assèchement des capacités financières pour l'investissement, la recherche et le développement en faveur de l'avenir à long terme de la filière lanceur. Un assèchement organisé au profit des intérêts d'entreprises privées détournant à leur avantage les ressources financières publiques et sans aucun contrôle véritable par les Etats.

C'est pourquoi en saluant le succès de la mission spatiale Rosetta et toutes les équipes qui y ont contribué, la CGT appelle au retrait du projet de co-entreprise tel que présenté par Airbus et Safran, validé par Hollande et Valls et à l'ouverture d'un véritable débat national sur le maintien d'une stratégie spatiale élaborée et pilotée par une instance publique, avec les niveaux d'engagement budgétaires associés.

Pour que demain, comme aujourd'hui, nous puissions en France et en Europe saluer de nouveaux succès en matière spatiale et rendre sous la forme de services nouveaux l'argent investi aux citoyens, pour examiner les actions à prendre dans ce sens.

La CGT organise les 1^{er} Etats Généraux du spatial, le 25 novembre prochain, au CNES, en présence de salariés et des fédérations syndicales, élus politiques, scientifiques, chercheurs et tiendra une conférence de presse.

L'éditorial

Boris PLAZZI,
membre du secrétariat fédéral



Le monde est à vous

Pour paraphraser une réplique d'un film culte des années 80, « le Monde est à vous » *The World is yours* (le monde est à vous), quoi de plus légitime que vouloir le rendre plus juste et solidaire. Parce que si les salariés et globalement les populations n'ont pas le souci quasi permanent du Monde dans lequel nous évoluons, les libéraux et les défenseurs du capitalisme s'en chargeront, mais bien évidemment à leur sauce. Les exemples ne manquent pas pour nous le rappeler tous les jours.

Juste un exemple révélateur

Dans la plus parfaite opacité, et en dehors de tout débat démocratique, l'Union Européenne et les Etats-Unis tentent de structurer les relations commerciales entre nos 2 continents dans le but de protéger et faire prospérer les intérêts financiers des grandes multinationales au détriment des peuples, de l'économie réelle et de l'environnement. C'est le contenu du TAFTA (Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement).

Sans la lucidité d'organisations syndicales en Europe comme la CGT, et aux Etats-Unis, ou d'associations spécialisées sur les questions économiques et sociales, c'est en toute clandestinité que le TAFTA pourrait voir le jour avec les conséquences désastreuses pour nos sociétés. De partout en Europe et aux Etats-Unis les mobilisations citoyennes dénoncent ce traité, exigent l'arrêt des négociations de ce genre et de tous ceux en cours de négociations dans le Monde et proposent des alternatives économiques et sociales.

Cet accord commercial entre l'Union Européenne et les Etats-Unis n'est pas le fruit d'une politique hasardeuse, mais d'une orientation visant à faire payer aux peuples une crise qui n'est pas la nôtre. En effet, la situation économique, sociale en Europe et les réponses erronées qu'elle suscite entraînent une dégradation des négociations et garanties collectives dans la plupart des pays. Le mouvement syndical en Europe, comme dans le monde d'ailleurs, ne l'accepte pas et les mobilisations se construisent en s'appuyant sur des alternatives crédibles, rassembleuses et durables.

En octobre dernier, des milliers d'Anglais du service public, avec la population, manifestaient dans le pays contre les mesures d'austérité, les suppressions d'emplois et la privatisation de ce secteur. Ils revendiquaient également des augmentations de salaires. En Allemagne, les salariés de la compagnie aérienne Lufthansa et les cheminots étaient en grève dans la même période pour lutter contre la privatisation et la réduction d'emplois dans les transports. Saluons aussi la formidable mobilisation des Belges, il y a 15 jours. Ils étaient plus de 120 000 personnes dans les rues de Bruxelles pour dire non aux mesures d'austérité et aux politiques de rigueur imposées par leur gouvernement libéral. Nos camarades Belges préparent de nouvelles perspectives d'actions dans les prochaines semaines. Rappelons que leur mobilisation est unitaire, les 3 plus grandes organisations syndicales appellent, ensemble, les salariés à se mobiliser. En Italie, une grande grève nationale est prévue en novembre dans les principales villes du pays pour s'opposer aux mesures de rigueur et d'austérité, qui plongent le pays dans la récession, au chômage de masse, en particulier chez les jeunes.

Enfin en France, la mobilisation du 16 octobre dernier, comme celles en cours dans les entreprises, administrations, participe au développement des luttes et à la construction d'une grande journée d'actions interprofessionnelle en début d'année 2015. Les métallos auront toute leur place dans cette mobilisation à partir de leurs revendications.

Une consultation des syndicats va s'engager pour définir et décider ensemble des modalités de cette action.

ELECTIONS PROFESSIONNELLES OU EN SOMMES-NOUS ?

Aujourd'hui, toute la CGT dans les territoires est en ébullition pour préparer les élections professionnelles de la fonction publique. Dans les entreprises de la métallurgie, c'est un peu plus compliqué. Chaque semaine, les salariés sont appelés à voter pour élire leurs représentants du personnel. Avec la loi sur la représentativité, un bilan chiffré est réalisé. Mais au-delà des statistiques sur les résultats des votes, force est de constater qu'il n'y a pas de formule magique. Ce qui fonctionne dans une entreprise avec un syndicat, à un moment donné, peut très bien se heurter à d'autres réalités ailleurs. La preuve avec les expériences syndicales récentes pour les élections professionnelles dans deux entreprises : Airbus Nantes et MCA Maubeuge qui viennent d'élire leurs représentants.

Le 14 octobre dernier, les salariés de MCA Maubeuge étaient appelés à élire leurs représentants du personnel. Interview de Jérôme Delvaux, secrétaire du syndicat CGT



La CGT présentait une liste au premier collège et, pour la première fois, une liste au deuxième collège. C'est dans le premier collège que la CGT enregistre ses meilleurs résultats. Avec plus de 35% des voix, le syndicat obtient 3 élus titulaires et 3 suppléants au CE et 4 élus titulaires et 5 suppléants DP au premier collège. Malgré un résultat encourageant de 13,54% au CE et 12,94% au DP, la CGT n'obtient pourtant pas d'élu. Ainsi, la CGT devient la première organisation syndicale sur le site de Maubeuge, passant de 11% en 2010 à 30% aujourd'hui.

Nous préparons ces élections depuis 4 ans. C'est un travail quotidien. D'autant que les autres syndicats ont abandonné le terrain. C'est d'ailleurs cette démarche syndicale qui nous a permis de nous renforcer. En 2011, la CGT comptait 16 syndiqués, aujourd'hui, nous sommes 250 encartés sur 1 500 salariés actifs environ. Le travail s'est fait en lien avec la coordination CGT du groupe. Le mécontentement a grandi au fil des mois et s'est accéléré avec la signature, par les autres organisations syndicales, de l'accord compétitivité. Les salariés ont beaucoup perdu. Outre l'augmentation de 15 minutes par jour du temps de travail, les samedis sont passés au volontariat obligatoirement payé à 25% (contre 50% auparavant ou cumulés en crédit-heure).

De plus, le mécontentement s'est également fait ressentir dans la gestion des activités sociales du CE gérées conjointement par la CFDT et la CFE. Pour les salariés, les activités proposées sont vieillissantes. Avec le vote CGT, les salariés ont exprimé leur rejet de ces choix syndicaux. Et ce ne sont pas les premiers signes post élection qui vont tordre le cou à cette opinion. En effet, malgré la victoire de la CGT au CE, les autres organisations syndicales (avec deux élus pour la CFDT, 2 pour la CFE, 1 pour la CFTEC et 1 pour Sud) ont fait alliance pour laisser en place l'équipe sortante et exclure la CGT de la gestion du CE. Cette trahison ne fait que renforcer l'image de la CGT chez les salariés, y compris dans les rangs de certains syndicats minoritaires.

A partir de ces beaux résultats, avec nos nouveaux élus, le syndicat s'engage aujourd'hui à faire grandir cette dynamique. D'une part, nous allons poursuivre le travail amorcé au premier collège en l'élargissant. Nous allons travailler dans les endroits où nous ne sommes pas trop présents à partir d'une géographie des ateliers pour aller plus souvent à la rencontre des salariés de ces secteurs. De plus, nous souhaitons persévérer dans le travail engagé dans le deuxième collège pour les élections depuis quelques mois seulement. Celui-ci compte environ 400 salariés, nous avons donc du pain sur la planche...

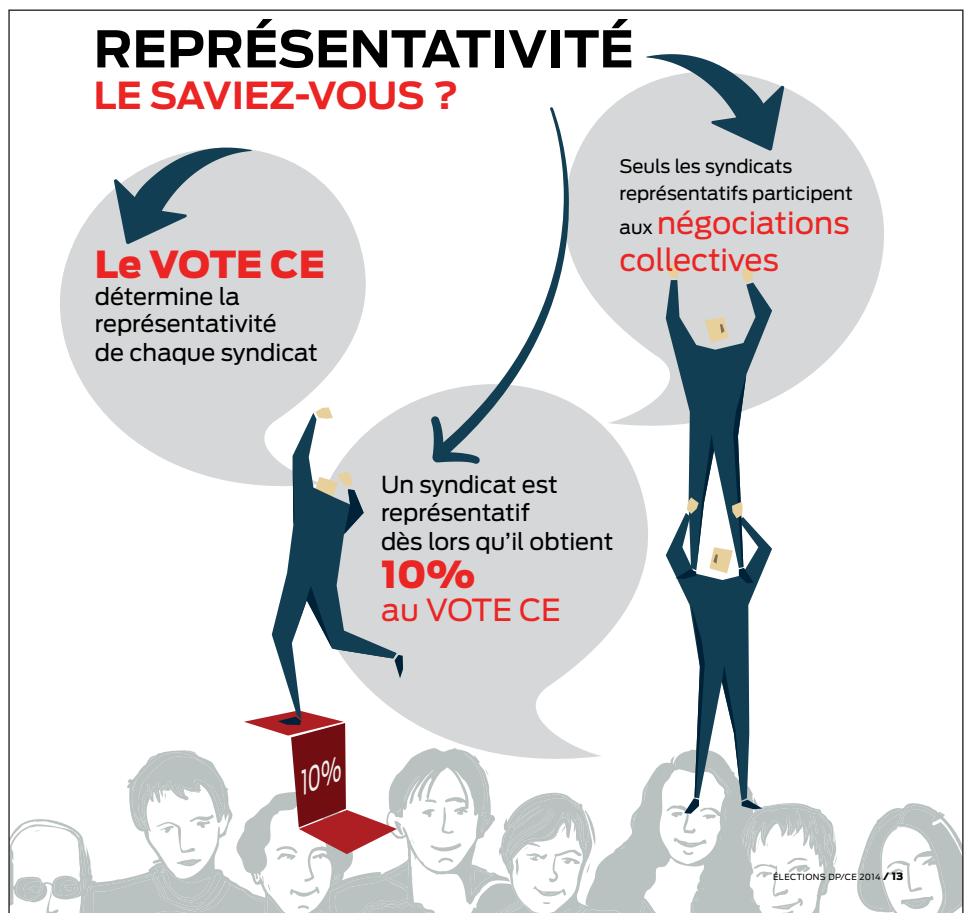


Faites connaître vos résultats d'élections à la Fédération vie.syndicale@ftm-cgt.fr. C'est un élément important pour analyser l'activité syndicale.

Les salariés du site de Nantes ont été les premiers à voter pour les élections professionnelles d'Airbus Group le 9 octobre dernier. Pascal Busson, responsable du syndicat revient sur les résultats.

Par rapport aux élections de 2010, la CGT a perdu 7% des voix. Nous sommes bien entendu déçus par ce résultat. Nous ne nous attendions pas à celui-ci. L'activité syndicale est plutôt dynamique, chaque année, nous réalisons une trentaine de syndiqués. Nous réalisons habituellement 2 à 3 stages d'accueil par an. En 2014, nous allons même clôturer l'année par un 4^e stage. Nous ouvrons ces stages aux sympathisants pour faire connaître la CGT, son histoire, son fonctionnement. L'adhésion suit toujours. Malgré ce travail syndical, le résultat n'est pas au rendez-vous dans les urnes. Aussi, pour rebondir, nous avons besoin d'analyser plus finement ses élections. Il faut effectivement relativiser cette chute de 7% car en chiffres absolus, la perte de voix est moins catastrophique. Nous perdons 20 voix au premier collège par rapport aux précédentes élections (soit 416 votes pour la CGT sur 1 332 votants). Au deuxième collège, nous réunissons 37 voix sur les 612 votants, soit une perte de 12 voix. Et pour la première fois, nous présentions une syndiquée dans le troisième collège où nous avons recueilli 5 voix sur les 283 votants. En fait, la chute de notre représentativité s'explique par un renouvellement important des effectifs sur notre site. Depuis 4 ans, nous comptons 600 nouveaux salariés pour 400 départs. Aujourd'hui, le site compte 2 571 salariés. Ces jeunes salariés découvrent la culture d'entreprise et notamment l'activité syndicale. Surtout que dans la situation de crise économique, l'aéronautique se porte plutôt bien. Ainsi, ces nouveaux salariés n'ont pas connu de grand mouvement social dans l'entreprise, le dernier date de 2007. De plus, lorsqu'ils débutent dans l'entreprise, ces jeunes salariés sont directement accueillis par le syndicat majoritaire de la boîte qui met notamment les moyens pour capter leur attention par le biais du CE. Enfin, pour pousser un peu plus notre analyse, nous attendons les résultats des autres sites.

Sans attendre, nous avons déjà commencé à réorganiser notre activité. Nous devons aller davantage vers les nouveaux embauchés. Nous allons par exemple créer un livret d'accueil. De plus, jusqu'à maintenant, nous allons sur le terrain, échanger avec les salariés, mais sans être très organisés. Or, l'entreprise s'étend, l'organisation du travail se diversifie avec des salariés en 3x8, d'autres en 5x8. C'est difficile de créer un lien régulier avec les salariés. Nous devons donc être plus pointus dans notre approche et mieux organiser notre présence dans les secteurs. Nous avons besoin de créer de la proximité. Nous développons également un travail important depuis quelques années dans le deuxième collège, vers les techniciens. Nous allons poursuivre ce travail et l'affiner. Des collectifs ont été créés, il faut maintenant augmenter la participation et permettre une plus grande implication des salariés. Enfin, le travail engagé pour l'embauche des intérimaires doit perdurer. Il est payant pour la pérennité de l'entreprise et pour l'ensemble des salariés. D'autant que, avec la mise en place du lean et les dégradations des conditions de travail qui en découlent, les salariés ont besoin de compter sur la CGT.



■ LUTTES ET SUCCES

Aubert et Duval – Issoire (03)

Une centaine de salariés bloque l'accès à l'usine



Une centaine de salariés a débrayé, le 12 novembre dernier, pour protester contre le projet de plan social en cours. L'entreprise a décidé de réorganiser son mode de fonctionnement. 18 postes sont menacés sur le site d'Issoire sur les 250 suppressions prévues. Ils dénoncent également le manque de dialogue social dans l'entreprise et la sévérité des sanctions qui peuvent être infligées aux salariés. Pour la CGT «*aujourd'hui, la politique Duval, c'est qu'il n'y a pas de social. La direction nous dit «je dis : tu fais», ça n'est pas comme ça que ça fonctionne. Nous, on est prêt à travailler avec eux, mais pas comme ça. Il va y avoir des licenciements. Il y a 70 intérimaires sur le site d'Issoire. On ne peut pas accepter de licencier des personnes et de tourner avec 70 intérimaires, ça n'est pas possible*». D'autant que de l'aveu même de la direction dans la presse locale, le site d'Issoire «*est en phase de progression de marché sur l'aéronautique. Nos principaux clients cherchent à aussi faire rentrer de la concurrence sur nos parts de marché et ça c'est dans un horizon de 3-4 ans*» indique le directeur du site Aubert et Duval d'Issoire. Les grévistes ont rencontré la direction dans la journée. Concernant les méthodes de management jugées trop sévères, celle-ci a promis de faire des efforts.

100^e adhérents pour l'USTM de Corrèze



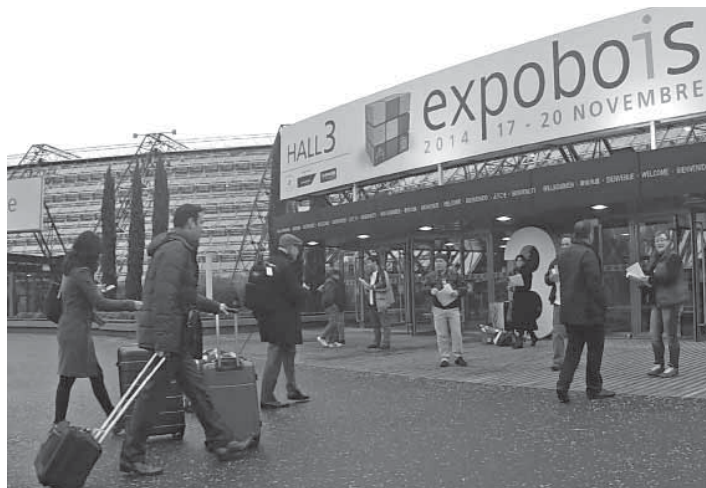
Vendredi 14 novembre, les syndiqués de l'USTM de Corrèze ont décidé de marquer, avec un point presse, la dynamique syndicale de la CGT métallurgie dans le département. Avec maintenant 105 syndiqués, l'USTM se classe dans la moyenne de syndicalisation nationale avec 10% de syndiqués dans des entreprises allant de 10 à 400. Un diplôme d'honneur a été remis, à titre symbolique, au 100^e syndiqué.

Pour la direction de l'USTM, la hausse des adhésions souligne la confiance des salariés envers la CGT pour défendre leurs droits. Il est revenu aussi sur l'importance de la syndicalisation pour ne pas être seul face au patronat.

MEM industry

Patron voyou... la suite

A l'occasion du salon international du Bois au parc des expositions de Villepinte, en région parisienne, une délégation de militants, soutenue par des camarades parisiens, a distribué un tract aux visiteurs. Ils dénoncent la gestion de l'entreprise et notamment celle du personnel. Depuis plus de 6 mois, la direction refuse de payer les salaires de 5 représentants du personnel CGT et menace de les licencier malgré des décisions de justice (CF courrier fédéral 416 du 8 novembre 2014). La malhonnêteté du patron va même plus loin, il organise l'insolvabilité de l'entreprise pour échapper à la justice. Pourtant, il débloque des fonds pour payer un stand sur ce salon.



Altia – la Souterraine

Mobilisation pour le respect des engagements

Depuis mardi 4 novembre, les salariés du site de la Souterraine ont décidé de bloquer les pièces à destination de Renault. En effet, la veille, lors de la discussion, le constructeur de la marque au losange a annoncé le maintien de 70% des volumes alors qu'une solution est en train d'être mise en place avec des partenaires et un repreneur. Ce positionnement est en total contradiction avec les engagements signés le 23 juin 2014. «*Renault maintiendra les productions actuellement affectées sur le site de La Souterraine aux conditions prévues dans les commandes et fournira toutes les précisions et informations nécessaires sur le type de pièces et leurs longévités. [...] Renault considère, dans la même logique que les autres clients, que le projet de reprise sera d'autant plus satisfaisant que plusieurs offres visant à maintenir l'intégralité de l'emploi seront déposées auprès du Tribunal...*»

Depuis cette date, alors que PCA, Air Liquide, Volvo se positionnent, les représentants des salariés n'ont aucune nouvelle de Renault. Aussi, les syndicats CGT et FO, avec les salariés ont décidé de bloquer les pièces. Ils exigent le respect des engagements du constructeur français sur le maintien de 100% d'activité sur le site, ainsi que l'engagement des autres clients sur le maintien de l'activité voire son développement. Ils demandent également, la mise en place d'une indemnité complémentaire de licenciement à hauteur de 40 000€ afin que les salariés puissent partir le plus dignement possible. En l'absence de négociation et d'éléments permettant d'identifier des avancées notables sur ces sujets avant, les syndicats ont proposé un arrêt total du site à partir du 17 novembre à midi.

A MON ÂGE, JE ME CACHE ENCORE POUR FUMER CONFIDENCES AU HAMMAM

Le 16 décembre prochain, la fédération s'est associée à la maison des métallos et l'UFM, pour présenter à la pièce aux camarades syndicalistes «À mon âge, je me cache encore pour fumer» première pièce de Rayhana, auteure algérienne qui vit en France depuis quelques années. Une parole forte à neuf voix. La représentation sera suivie d'un échange, autour d'un verre de l'amitié, avec l'équipe artistique. D'après le dossier de presse.



A mon âge, je me cache encore pour fumer est une tragi-comédie qui rassemble 9 femmes d'âges et de conditions diverses dans un hammam à Alger... Elles sont là pour se laver mais surtout parler, se parler ... Dans l'intimité de cet espace protégé de l'extérieur, les regards et les points de vue se croisent, entre pudeur et hardiesse, dans le dévoilement violent, ironique, drôle et grave des silences refoulés de femmes qui se sont tués trop longtemps.

Peu à peu se révèlent leurs destins particuliers, à travers des histoires qui ont marqué et modelé leur chair, dévoilant progressivement la violence politique, sociale et sexuelle d'une Algérie en proie à la corruption, à la misère, aux attentats et aux combats quotidiens que se livrent les factions gouvernementales et les islamistes en utilisant, la plupart du temps, le corps de la femme comme champ de bataille.

Loin de tout regard accusateur, elles peuvent échanger états d'âmes, confidences, rêves, colères, joies, coups-bas ou petites mesquineries. Elles peuvent parler de morale, de religion, de sexe mais aussi de politique et bien sûr ... débattre allégrement des hommes.

Un enfant s'apprête à venir au monde et par instinct et nécessité, toutes, d'une manière ou d'une autre se lèveront pour protéger et défendre cet être nouveau, leur espoir et projection dans la vie future à l'aube de la fin de l'intégrisme meurtrier.

9 femmes, 9 destins entre rébellion, rêve ou soumission. Mères, amantes ou « saintes », sont réunies au cœur de la matrice, le Hammam, où le combat contre l'oppression, la violence et la guerre se panse entre fous rires et pleurs, secret et exaltation.

Tout ça donne, dans un joyeux désordre : Des rires en rafale, un dentier oublié, un rêve de mariage étoilé, 8 grossesses imposées, le prix de la paix avec son homme, une marieuse pour fille vierge, le son de l'eau, une femme d'intérieur, un fils d'épicier à marier, un tremblement de terre, quatre limonades, une chanson d'amour, l'amour pour son homme, l'amour des hommes pour leur mère, une princesse mariée à 10 ans, un mari cocu, un certificat de virginité, les aboiements d'une belle mère, le mektoub de la belle fille, des rondeurs à cacher, un fils à l'asile, un autre stérile, une masseuse pétrisseuse, le fils de l'émigrée promis à marier, un frère vengeur du déshonneur de sa sœur, une mécréante et une pieuse, des brûlures à l'acide, des livres responsables/irresponsables, les fesses et le foulard de Dieu, un Imam assassin, le secours d'un hijab, le tajine et des cornes de gazelles, des langues qui se dénouent, un poulailler en furie, un plombier cagoulé, la peste et le choléra, le viol d'un homme et un vol de cigarettes, des rires, 9 paroles, le sifflement d'une balle et le silence de Dieu....

L'une des grandes forces de ce texte, et également son originalité, est que Rayhana, l'auteure, a réussi à traiter d'un sujet grave mais sans misérabilisme, sans complaisance, dans une écriture vivante, directe et très rythmée et souvent très drôle. L'émotion et le rire cohabitent en permanence dans un portrait bouleversant de l'Algérie contemporaine.

Infos pratiques :

Maison des métallos, 94 rue Jean-Pierre Timbaud, Paris 11^e
Métro Couronnes ligne 2 ou Parmentier ligne 3 - bus 96, station maison des métallos

Tarif : 8€. Les réservations et règlements sont à faire à l'UFM au 94 rue Jean-Pierre Timbaud, 75011 Paris – jean-francois@ufm-idf.fr
Tél. : 01 53 36 86 38. Retrait des billets à partir de 19h30

Cette pièce est programmée du 9 au 21 décembre 2014, vous pouvez bénéficier du même tarif en vous recommandant de la CGT lors de votre réservation directement à la Maison des métallos. Plus d'infos sur <http://www.maisondesmetallos.org>

Dialogue
social
+



=
Implication



Notre
entreprise
nous écoute
et nous
respecte.
Alors nous
nous impliquons
pour elle ».

Pierre GALANDON
Délégué Syndical



DOC0841_01_HUMANIS12-13 • CONCEPTION : O COMMUNICATION

Avec Humanis, mettez le **dialogue** et le **bien-être** des salariés **au cœur de votre réussite**

Deuxième acteur de la négociation paritaire collective, Humanis est par nature à l'écoute des partenaires sociaux. Privilégiant avant tout le dialogue social, Humanis propose des solutions globales de santé, de prévoyance et d'épargne retraite.

Nos entreprises clientes peuvent compter sur notre offre de produits et services contributeurs de mieux-vivre (actions en faveur des populations fragiles, assistance, aide au retour à l'emploi, réseaux de soins...) et sur l'accompagnement permanent de nos experts face à une actualité sociale et réglementaire toujours en mouvement.

Contactez vos interlocuteurs

Marie Claire Barré
06 89 98 84 47
marieclaire.barre@humanis.com

Didier Brulé
06 25 58 76 77
didier.brule@humanis.com

RETRAITE | PRÉVOYANCE | SANTÉ | ÉPARGNE
entreprises.humanis.com

 **Humanis**
Protéger c'est s'engager